



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Union africaine

Question écrite n° 58471

## Texte de la question

M. Patrick Balkany attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur les déclarations de Mouammar Kadhafi lors du sommet extraordinaire de l'Union africaine consacré aux guerres sur le continent. Convoqué le 31 août par M. Kadhafi, président en exercice de l'Union africaine depuis le mois de février 2009, ce sommet a réuni à Tripoli une trentaine de chefs d'État et de gouvernement africains venus réfléchir à la manière de remédier aux conflits en Afrique, notamment ceux du Soudan et de la Somalie. À cette occasion, le président libyen a accusé Israël « d'être derrière tous les conflits en Afrique », qualifiant de « gang » l'État hébreu, « un gang qui cherche à déstabiliser le continent africain ». Ainsi, le colonel Kadhafi n'a pas hésité à demander la fermeture de toutes les ambassades israéliennes en Afrique. Évoquant la situation au Darfour, le dirigeant libyen a par ailleurs mis en cause la responsabilité de la France et d'Israël dans ce conflit en affirmant que Israël soutenait Abdul Wahid Nour, le chef du mouvement de libération du Soudan, « protégé par la France ». La politique de dialogue et de main tendue, amorcée par Nicolas Sarkozy, à l'égard de certains pays étrangers mis au ban de la communauté internationale ne doit pas empêcher la France de réagir fermement face à de telles déclarations. Les rencontres de l'Union africaine n'ont pas pour habitude d'être les témoins de ce type de diatribes anti-israéliennes et nous ne pouvons tolérer que ce type d'événement vienne à se reproduire dans l'indifférence de la communauté internationale. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire part des réactions envisagées par la France à la suite de cet événement regrettable.

## Texte de la réponse

Grâce à l'engagement actif de la France, une action militaire de la Communauté internationale destinée à protéger les civils conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité a permis d'éviter un bain de sang à Benghazi. Kadhafi a perdu toute légitimité en déclarant la guerre à son peuple. Il n'a pas sa place dans la Libye de demain que nous espérons libre et démocratique. La France soutient le projet d'État de droit démocratique du Conseil national de transition. Dans le contexte actuel de « printemps arabe », la France ne peut que se réjouir de voir des peuples arabes décidés à prendre en main leur destin au nom de valeurs qui sont celles de la République française, celles de liberté, de démocratie, de citoyenneté et de justice sociale. La France a clairement pris le parti des peuples dans ces révolutions en cours et exclut toute complaisance avec les régimes qui oppriment leur peuple.

## Données clés

**Auteur :** [M. Patrick Balkany](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 58471

**Rubrique :** Organisations internationales

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères et européennes

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 15 septembre 2009, page 8664

**Réponse publiée le** : 23 août 2011, page 8979